

A la mi-mai, Daniel Paul, député de Seine-Maritime élu au Havre, s'est exprimé sur les tarifs de l'électricité et du gaz naturel en France.

Cette intervention prend tout son intérêt quand on sait que quelques jours plus tard, des rumeurs annonçaient une hausse de 11 % de l'électricité au mois de juillet. Cette déclaration s'est inscrite dans la préparation d'une loi baptisée NOME et qui concerne l'énergie.

La réversibilité, c'est-à-dire la possibilité de revenir au fournisseur historique d'électricité ou de gaz (EDF ou GDF) est réaffirmée. Mais, comme le souligne Daniel Paul, cela « ne vise pas à protéger le pouvoir d'achat des ménages, ni la compétitivité des entreprises, mais à donner un nouveau coup de pouce à la libéralisation du secteur ».

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette libéralisation a du mal à attirer les foules ! En effet, moins de 5 % des clients potentiels ont rejoint un fournisseur alternatif d'électricité et ses tarifs de marché. Powéo a d'ailleurs essuyé de fortes pertes en 2009 et fait depuis du lobbying intensif auprès du gouvernement pour légiférer sur cette question.

Pourtant la bataille contre la libéralisation du secteur tient à cœur des élus communistes, qui portent à l'Assemblée et au Sénat depuis des années leur volonté que l'énergie reste dans le secteur public et soit non concurrentielle.

Daniel Paul a expliqué la frilosité des Français à quitter leurs opérateurs historiques : les Français « considèrent à juste titre que l'électricité n'est pas un produit banal et, surtout, ils sont conscients des dangers liés à la libéralisation, en particulier en ce qui concerne les tarifs ».

D'où les pertes engrangées par les opérateurs alternatifs qui peinent à trouver de nouveaux clients, malgré des méthodes de démarchages s'apparentant plus à des pratiques de voyous qu'à un démarchage honnête.

Le député poursuit en rappelant que « la priorité devrait être la fourniture, aux particuliers et aux entreprises, d'une électricité sécurisée au prix le plus bas possible. Mais le libéralisme renverse les choses et érige la concurrence en dogme. Chacun sait pourtant que cela entraîne l'augmentation des prix 11 % sont d'ailleurs envisagés pour l'électricité, si l'on en croit les rumeurs persistantes depuis quelques semaines. Déjà en juillet dernier, Daniel Paul s'était insurgé contre la demande du PDG d'EDF d'augmenter ses tarifs de 20 % en 3 ans.

Inadmissible, pour le député communiste, qui voit ici « une stratégie libérale au profit d'un positionnement sur le marché de l'énergie où l'objectif premier est la rentabilité financière, là où il devrait être avoir un accès garanti et des prix justes ». Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les intérêts des salariés et des usagers que nous sommes sont intimement liés.

GAZA :

levée du blocus !

solidarité avec
le peuple palestinien
appel des
communistes de
l'Eure

p. 3

REGARDS

N° 1403 du 02.06 au 15.06.10 - 0 € 30

SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

et pourtant il bouge !

N'en déplaise à celles et ceux qui nous gouvernent, il bouge ! Le peuple de France en effet ne s'en laisse pas compter autant que les porteurs d'opinion et autres spécialistes de tous poils - pour certains bien vite baptisés professeurs d'économie - voudraient nous le faire croire.

Pourtant ils ne lésinent pas sur la quantité.

Les émissions de radios, de TV, éditoriaux et autres articles dits de fonds... s'enchaînent tous azimuts pour nous rabâcher sans cesse : on ne peut pas faire autrement ! Il faut dire que dans tous ces endroits « bien pensants » on ne s'embarrasse pas de celles et ceux qui, justement, pensent autrement...

Que ce soit sur les retraites comme sur la crise... les responsables qui distribuent sans compter des centaines de milliards d'€ aux banques ont disparu. Mais pour payer la casse, les victimes sont toujours les mêmes désignées : salariés, retraités, chômeurs, familles, malades qui dépensent trop, fonctionnaires trop nombreux et trop coûteux... bref le peuple, dans sa grande majorité.

Et pourtant elles et ils étaient plus d'un million dans la rue ce jeudi 27 mai pour l'emploi, les salaires, les retraites (5 000 à Evreux) - deux fois plus que le 23 mars. Oui cela bouge aussi dans les têtes de nombre de nos concitoyens qui justement sont de plus en plus nombreux à penser et à agir pour ne pas payer leur crise !



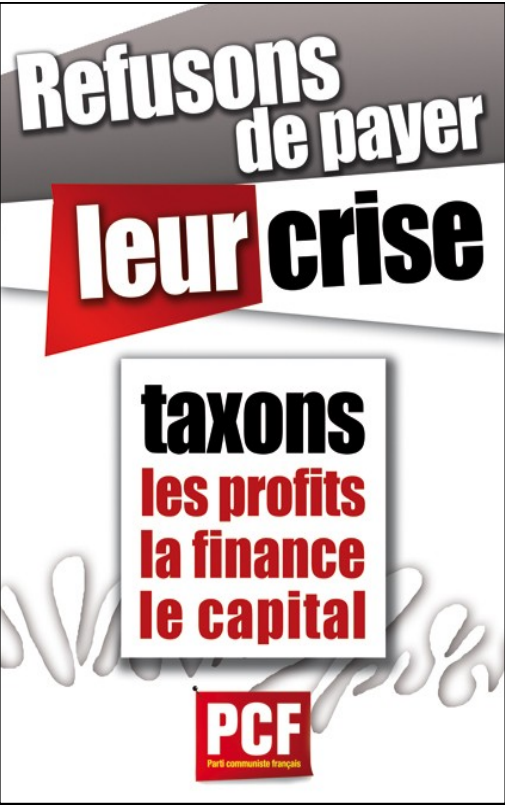
Alors, en ce moment où des questions vitales, sociétales, se jouent sur le terrain d'un affrontement de classe sans précédent - jusqu'au terrorisme d'Etat ! - les communistes ont l'ambition de jouer pleinement leur rôle et aider leurs concitoyens à se bouger encore plus.

Non pour donner des leçons à qui que soit, mais bien au contraire argumenter et argumenter encore autour d'eux, rassembler et rassembler encore plus largement contre la politique d'une droite dévouée aux seuls intérêts de la finance.

Ce *Regards* illustre, modestement, mais assurément, que les communistes de l'Eure œuvrent en ce sens et pour construire du neuf à gauche. Aussi, ils se réjouissent de la renaissance de la JC dans leur département, une JC combative et porteuse d'avenir.



crise
retraite
le
pcf dans
l'Eure
est en
campagne
avec
ses affiches
un tract
...
utilisez-les !



SOUSCRIPTION PCF-27

En cette période de forte mobilisation face à la crise, pour la défense de nos retraites, de nos services publics, le PCF-27, avec ses militant-e-s investit beaucoup pour expliquer et expliquer encore, pour mobiliser toujours plus... nous vous remercions à l'avance de leur apporter votre soutien via l'AD-PCF27.

Didier Courbot, trésorier départemental

Je verse €

NOM Prénom

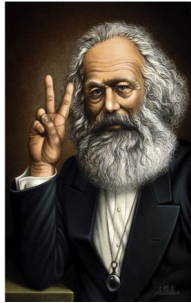
Adresse

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex (déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

MARX ça vous intéresse ?

alors rendez-vous samedi 5 juin
au siège de la fédération de l'Eure du PCF



Les Jeunes Communistes de l'Eure vous invitent - jeunes et moins jeunes ! - à un après-midi sur Marx, animé par le philosophe Denis COLLIN, spécialiste de Marx. Au programme : de 14 h 30 à 16 h 30 : **Marx et le marxisme** 16 h 30 à 18 h 30 : mise en place de 4 ateliers sur : 1) **la crise économique** (pourquoi Marx avait raison ?) 2) **l'Etat** 3) **le communisme** (et l'émancipation des travailleurs : qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?) 4) **la culture...**



retraites : des arguments pour rassembler

Crise des retraites, crise systémique

La crise des retraites plonge dans la crise systémique du capitalisme. Avec la course à « l'argent pour l'argent », **les énormes potentiels de productivité des technologies informationnelles sont gâchés** et tendent à détruire l'emploi, ce qui augmente le chômage et tire vers le bas la masse salariale, d'où l'insuffisance croissante des débouchés, tandis que le « cash » ainsi réalisé par les groupes va de plus en plus à la spéculation.

Le recours massif au crédit et à l'endettement a permis, cependant, des années durant, de maintenir une demande apparente dans les pays développés... jusqu'à l'éclatement de la crise financière de 2008-2009. **Les aides publiques colossales alors accordées aux banques, sans changement des critères du crédit, ont servi, en Europe particulièrement, à relancer la spéculation** et non l'emploi et la croissance réelle.

D'où l'ampleur inédite du surendettement public des États de la zone euro, au-delà de la Grèce, et donc de la crise de l'euro lui-même. L'attaque contre les retraites est inscrite en contrepartie du dispositif de 750 milliards d'euros décidé par l'Union européenne pour assurer le remboursement des créanciers : il s'agit de diminuer la part, dans les richesses produites, des prélèvements publics et sociaux (impôts+cotisations) nécessaires au financement des dépenses sociales (retraites, santé...) afin de laisser s'envoler la part des prélèvements financiers (intérêts+dividendes).

Cela pèsera sur l'activité et relancera la spéculation. Au contraire, une autre création monétaire de la BCE et **un fonds européen de développement social peuvent favoriser le progrès social dans l'UE, dont de bonnes retraites.**

Démographie : un impact réel mais non fatal

Si l'accroissement de la part des 60 ans et plus dans la population **totale est une réalité, il faut sortir du fatalisme des projections démographiques.**

Selon le COR, elle devrait passer de 20 % à 32 % en 2050 (+ 50 %) et on passerait à 1,2 cotisant en 2050 par retraité, pour 1,8 en 2005. Mais contrairement aux hypothèses démographiques catastrophistes antérieures, on assiste à une remontée de l'indice de fécondité : de 1,65 en 1974 à 2,09 enfants par femme d'âge fécond en 2010, soit pratiquement le taux de renouvellement des générations : 2,1. Ainsi le déclin annoncé de la population active a été retardé. De même, **on peut estimer l'augmentation du besoin de financement lié à la démographie à 150 % de 1949 à 2009. Mais les richesses produites ont, sur cette période, cru de 645 % en volume, soit une croissance de 400 % par personne d'âge actif.**

Une politique familiale moderne pourrait contribuer à créer la force de travail et donc les cotisants de demain, permettant de garantir le financement des retraites. Ceci impliquerait aussi de relever le nombre d'actifs cotisants en faisant reculer les exclusions sociales et en relevant le taux d'emploi des femmes, ce qui nécessiterait un service public de la petite enfance pour assurer les formules de garde des enfants. Sans oublier un possible recours à l'immigration, mais dans de tout autres conditions.

Répondre aux besoins liés à la démographie. L'accroissement de l'espérance de vie est un fait positif. **Politique familiale moderne, formation, salaires et emploi sont au cœur du financement des retraites.**

Salaires et emploi, base des cotisations

Les cotisations sociales sont calculées sur la base des salaires versés dans chaque entreprise. Mais elles sont prélevées sur la valeur ajoutée, c'est une part de la VA, hors salaires et donc prélevée sur les profits (valeur ajoutée = salaires + profits).

Ce système permet d'utiliser une partie des profits des entreprises et des richesses créées par les salariés pour financer, de façon mutualisée, un revenu pour chaque salarié retraité tout le long de sa vie hors activités professionnelles, hors subordination vis-à-vis d'un employeur, en solidarisant les

salariés et les retraités. Ainsi, les entreprises sont incitées à gagner en productivité autrement qu'en faisant pression sur les salaires et l'emploi et au contraire en participant au développement des prestations retraite.

Celles-ci permettent de remplacer les salariés âgés et de renouveler la force de travail. La proposition, défendue par le PS, tendant à introduire la valeur ajoutée dans la base de calcul des cotisations patronales rendrait ces dernières dépendantes aussi des profits. La base VA serait beaucoup moins fiable que la base salaire, beaucoup plus fraudable. De même, la proposition tendant à remplacer le financement actuel des retraites par l'impôt, comme a commencé de le faire la CSG, le coupe du lien décisif à l'entreprise.

C'est aussi ce but que visent les exonérations de cotisations sociales patronales, dénommées « charges patronales » pour mieux faire croire qu'elles étouffent les entreprises. Alors que ce sont les charges financières du crédit et des dividendes qui sont écrasantes. En 2008, elles s'élevaient à 359 milliards d'euros soit 36,2 % de la valeur ajoutée des sociétés non financières contre 15,2 % seulement pour les cotisations sociales (151 milliards).

Inégalités hommes-femmes

Retraite au titre des droits directs : femmes : 746 €, hommes: 1 550 €

Avec les pensions de réversion : femmes : 1 020 €, hommes 1 636 €

Deux raisons :

- **Des carrières plus courtes** : hommes 42,25 ans de cotisation, femmes 29,75 ans.

- **Pour pouvoir obtenir une pension plus importante, les femmes liquident leur retraite plus tard**: 61,3 ans contre 59,2 ans pour les hommes ! A ne pas confondre avec l'âge de cessation d'activité. Environ 2/3 des salariés ne sont plus en activité à 60 ans. Mais 32 % des hommes passent par une situation de préretraite contre 21 % des femmes. Par contre, 18 % de ces dernières sont au chômage contre 13 % des hommes.

Salaires plus faibles et basses retraites. Un cumul des inégalités :

A) Salaires à temps complet inférieurs de 20 %.

B) Temps partiel souvent imposé : 30 % pour les femmes contre 5 % pour les hommes. Résultat : pour une carrière complète, pension de 1 027 € pour les femmes, 1 603 € pour les hommes.

Les mesures Balladur-Fillon ont particulièrement pénalisé la retraite des femmes qui a déjà perdu 20 % avec, particulièrement, le système de décote (5 % de pénalisation par année manquante).

- **Les réformes programmées vont pénaliser encore davantage les femmes**, 40 % d'entre elles connaissent les basses retraites.

Inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre ouvriers et cadres supérieurs.

Espérance de vie à 35 ans : cadres 47 ans dont 34 sans incapacité, ouvriers 41 ans dont 24 sans incapacité.

L'écart d'espérance de vie est de 6 ans, l'écart pour l'espérance de vie sans incapacité est de 10 ans entre ouvriers et cadres supérieurs.

Causes : pénibilité du travail. Cet écart justifie pleinement la prise en compte de la pénibilité pour le départ anticipé. Le Medef doit être responsabilisé pour son financement.

à suivre dans le prochain R/E avec les propositions du PCF



responsables et élus communistes de Normandie à l'offensive sur l'emploi, les transports, les coopérations interrégionales

Réunis jeudi 20 mai au siège de la Fédération de l'Eure du PCF, les responsables communistes des cinq départements normands et leurs 8 conseillers régionaux qui siègent en Basse et Haute-Normandie ont fait le point sur les grands axes prioritaires de leur intervention politique après les élections de mars.

Toutes les décisions prises par le gouvernement aggravent la crise et confortent les prises de positions et propositions des communistes lors de la campagne des régionales, en posant publiquement la question de la réindustrialisation de l'ensemble de la région normande. A cet égard Jean-Luc LECOMTE président du groupe en Haute-Normandie soulignait les premiers effets de l'apport des communistes sur cette question avec la décision prise par le Conseil Régional de tenir courant novembre des « Assises régionales de l'Industrie ». Les communistes normands, avec leurs élus, entendent donc poursuivre leur travail sur cette question en multipliant les rencontres avec les salariés et leurs représentants syndicaux des différentes filières industrielles régionales : automobile, chimie, papier bien sûr mais aussi agro-alimentaire et logistique. Ils ont l'ambition de construire des propositions concrètes de redynamisation et de développement de tous ces domaines. Une première réunion à l'initiative des

2 fédérations de Seine-Maritime et de l'Eure s'est d'ailleurs tenue en ce sens dès le mardi 25 mai.

D'autres sujets de préoccupations et d'actualité politique dans la grande région normande ont été abordés par les responsables communistes tels : le Grand Paris, la ligne Très Grande Vitesse, le pôle de compétitivité MOVEO, les transports, y compris l'avenir du fret, les ports sans oublier les menaces pesant sur les collectivités, tant financières qu'institutionnelles avec la réforme en cours d'adoption.

Autant de questions sur lesquels ils entendent travailler et s'exprimer, tant elles conditionnent l'avenir non seulement des normands mais de l'ensemble de la population.

Avec ces réformes c'est la question de l'Etat qui est posée, de sa souveraineté et d'une Europe fédérale et « libérale » qui se met en place sournoisement, dans un consensus non avoué mais patent entre les forces politiques de droite et de gauche qui ont soutenu le traité de Lisbonne, au mépris du non à cette Europe-là exprimé sans ambiguïté le 29 mai 2005.

Bref de quoi faire pour les communistes normands et leurs élus dans un contexte de luttes sociales qui s'élargit face à la crise.

Israël bloque dans le sang l'aide humanitaire pour le peuple de Gaza d'urgence exiger la levée du blocus, exprimer notre solidarité avec le peuple palestinien

« **L'arraisonnement des bateaux d'aide alimentaire par l'armée israélienne révolte les communistes de l'Eure comme tous les démocrates. Les dirigeants israéliens non contents d'affamer le peuple de Gaza utilisent leur armée pour empêcher des bateaux civils, chargés de vivres, d'eau, de médicaments, de matériel de construction destinés à porter secours à une population affamée, assoiffée, dans l'impossibilité de reconstruire ses maisons.**

L'Union européenne et la France ne peuvent se taire. Ils doivent réagir avec fermeté. L'accord d'association Union européenne-Israël prévoit la suspension de toute relation dès lors que les libertés sont mises en cause. C'est une nouvelle fois le cas ce lundi 31 mai. Le gouvernement français et l'Union européenne doivent rompre immédiatement toute relation avec le gouvernement israélien et utiliser tous les moyens de pression possibles pour que cessent immédiatement ces attaques contre les bateaux et au-delà qu'on lève le blocus contre Gaza. En

ces heures dramatiques la solidarité avec le peuple palestinien doit se marquer avec force. La France doit exiger la réunion d'urgence du Conseil de sécurité afin d'examiner la grave situation ainsi créée et pour décider collectivement des mesures nécessaires pour contraindre Israël à appliquer les résolutions de l'ONU.

Nous exigeons de tous les parlementaires eurois de prendre publiquement position en ce sens et d'intervenir auprès du Président de la République.

Nous proposons à toutes les forces politiques, syndicales, associatives, humanitaires, citoyens attachés à ces valeurs de respect des règles internationales à exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et porter ces exigences auprès de Madame la Préfète de l'Eure, représentante du gouvernement, sous les formes les plus adaptées, tel un rassemblement devant la Préfecture en cette fin de semaine. »

un appel de la Fédération de l'Eure du PCF